

« Au Nigéria, politique, religion et appartenance ethnique se combinent pour expliquer la violence »

Malien d'origine, le P. Cyriaque Mounkoro est un père blanc ordonné en 2002 et aujourd'hui curé à Ibadan, la troisième ville du pays, située au sud-ouest du Nigeria.



AFP
Au Nigeria, un père dont deux filles ont été enlevées réclame leur libération.

Il espère que la pression internationale, conjuguée à celle de la population nigériane, poussera enfin les autorités à agir contre l'insécurité dans le pays

Comment un mouvement comme Boko Haram prospère-t-il au Nigeria?

P. Cyriaque Mounkoro: Boko Haram est un petit groupe de musulmans opposés à l'éducation « occidentale » : à leurs yeux, la femme est faite pour le mariage, et l'éducation - sauf coranique - est interdite. Au fond, ils œuvrent à l'islamisation du Nigeria à tout prix et par la force. Ce qui sera difficile dans un pays de 100 millions d'habitants, marqué par une grande diversité religieuse... Il faut bien voir qu'il ne s'agit pas d'un projet commun des musulmans du Nigeria, seulement d'une poignée d'entre eux.

Pour paraphraser Jean de La Fontaine qui disait qu'il n'y avait « pas de sot métier mais seulement sottes gens », je dirais qu'il n'y a pas de religion violente, mais seulement des gens violents. En l'occurrence, leur succès est le résultat des

pratiques abusives et des manipulations à la fois des responsables religieux et politiques dans cette région. Les deux sont étroitement liés, imbriqués même.

S'y ajoute le facteur ethnique: au Nigeria, comme dans beaucoup de pays africains, appartenance religieuse et ethnie sont étroitement liées. Ainsi, on associe, abusivement d'ailleurs, haoussa, l'ethnie du Nord, à musulman. Depuis onze ans que je vis dans ce pays, je constate combien ces trois facteurs - politique, religion et appartenance ethnique - se combinent pour expliquer la violence et l'insécurité.

Les tensions sont-elles anciennes ou datent-elles de la naissance de ce mouvement au début des années 2000?

P. C. M.: Non, elles sont anciennes, mais au fur et à mesure des évolutions mondiales, de l'arrivée de nouvelles générations, c'est de pire en pire. Les jeunes, dans le Nord, sont pauvres et très peu éduqués: ils ne sont jamais sortis de leur village et ne connaissent que la loi coranique. Ils ne voient pas que leurs leaders religieux comme politique sèment la pagaille uniquement pour servir leurs intérêts personnels. La population n'est pas formée à réfléchir.

Le chômage joue également un rôle: la majorité des jeunes n'ont pas de travail et l'éducation n'est accessible qu'à un petit nombre d'entre eux. Quand un jeune a faim et soif, il est très facile de lui dire « fais-ci, fais ça »...

Quelle est la réaction des autorités?

P. C. M.: Leur silence, jusqu'à ces derniers jours, était assez décourageant. Tous les jours, la population manifeste dans les rues, dans toutes les villes du pays, pour demander la sécurité, la fin des kidnappings... Dans les églises, comme dans les mosquées, nous prions pour la paix. Le 1er mai, des milliers de femmes musulmanes et chrétiennes ont défilé ensemble dans les rues d'Ibadan, c'était très beau!

J'espère que les pressions de la France, des États-Unis vont aider à réveiller les consciences et faire bouger les choses. La pression de la population et celle de la communauté internationale sont complémentaires: ensemble, elles peuvent pousser le gouvernement à sortir de sa passivité....

Faut-il réprimer ou négocier?

P. C. M.: Il faut changer les cœurs: ceux des membres de ce mouvement, mais aussi ceux de ces responsables religieux et politiques, qui ont étudié en Europe ou en Amérique, mais qui, une fois revenus dans leur pays, ne servent que leurs intérêts personnels... Ce qui est certain, c'est que la solution prendra du temps.

Dans les écoles chrétiennes, par exemple, nous accueillons souvent une majorité d'élèves musulmans. Nous n'imposons pas une loi ou un code vestimentaire « chrétien » aux enfants. Notre objectif est de leur donner une formation humaine intégrale, d'en faire des citoyens, de les ouvrir au dialogue.

Le cardinal John Onaiyekan, archevêque d'Abuja, plaide pour un dialogue y compris avec les membres de Boko Haram. Comment ce discours passe-t-il dans le pays?

P. C. M.: Nous ne devons pas répondre à leur violence par de la violence, à leurs insultes par les insultes... C'est cette attitude que prône le cardinal Onaiyekan. Le gouvernement doit toucher leur cœur par un dialogue en face-à-face avec Boko Haram, pas au téléphone ni à la télévision.

Certains prêtres, qui ont vécu des situations atroces, qui ont dû se cacher parfois un jour, deux jours dans des puits pour ne pas être tués, ne voient aucun chemin de dialogue. Ils nous demandent: comment faire du dialogue face à un mur?

Comment pouvez-vous nous demander de les aimer? Nous devons prendre le temps de les écouter, et de trouver la réponse.

Moi, je crois vraiment que prier et dénoncer peut interpeller les consciences. Il faut être patient. Mais les protestations de la population et de l'extérieur veulent bien dire quelque chose. C'est un bon début !

Recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner

<http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Il-n-y-a-pas-de-religion-violente-il-n-y-a-que-des-gens-violents-2014-05-12-1148942>

